



La caricature de Mercader

Sur le site cette semaine :

Opinion

Un vote le 26 mars pour l'avenir

par Jean-Marc Piotte

Un virage qui pourrait être historique

par Francis Halin

Combien de suicides de fermiers faudra-t-il ?

par Françoise Breault

Donner une âme à la mondialisation

par Jean-Claude St-Louis

Poésie

La langue du Québec

par David Litvak



Élections 2007 au jour le jour

Soutien de la FTQ au PQ

L'illusoire théorie du moindre mal

par Bernard Rioux

Le samedi 3 mars dernier, le président de la FTQ, Henri Massé, a affirmé que son syndicat ne manquait pas de mémoire et se rappelait les lois antisyndicales du gouvernement Charest. Malheureusement, la mémoire de la FTQ semble un peu courte. Rappelons qu'aux élections de 2003, elle n'avait soutenu ni le Parti québécois ni aucun autre parti. **Texte complet au verso.**

Débat télévisé rien qu'à trois

La grande presse choisit son camp !

par Pierre Mouterde

Ainsi donc le Conseil de presse du Québec n'a pas eu le courage de prendre une position claire et de réagir positivement à la plainte posée par Québec solidaire concernant son exclusion du débat télévisé du 13 mars prochain. Il a préféré s'en laver les mains et « botter en touche », en déclarant bureaucratiquement qu'il se pencherait sur la plainte, mais après le 13, arguant un délai trop court pour réagir. *La suite sur le site.*

Tirer l'échelle derrière soi

Le dégel et la banalisation des inégalités

par Antoine Casgrain

Le Parti libéral et son chef Jean Charest ont commencé la campagne électorale sous le signe du dégel des frais de scolarité. Les éditorialistes et beaucoup de lecteurs ont félicité le Premier ministre pour son courage et sa détermination face au « lobby étudiant ». Pourtant, loin d'être un acte courageux, le dégel de frais de scolarité est un acte lâche. Il s'agit d'abandonner un projet démocratique : l'égalité des chances devant l'éducation supérieure. *La suite sur le site.*

L'ADQ : un parti pour (toutes) les familles ?

par Josée Simard

Dans son plan électoral, l'ADQ dit vouloir "aider les familles, toutes les familles (...) en soutenant directement les parents". Or, voilà justement un des problèmes de l'ADQ en matière de famille : elle ne reconnaît pas les différents types de familles et leurs caractéristiques propres. Alors, comment pourrait-elle réellement les aider ? *La suite sur le site.*



Le samedi 3 mars dernier, le président de la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ), Henri Massé, a affirmé que son syndicat ne manquait pas de mémoire et se rappelait les lois antisyndicales du gouvernement Charest. Malheureusement, la mémoire de la FTQ semble un peu courte. Rappelons qu'aux élections de 2003, elle n'avait soutenu ni le Parti québécois ni aucun autre parti. Ainsi, samedi, les 1280 délégué-e-s au 7e congrès extraordinaire de la FTQ ont voté très majoritairement en faveur d'un appui au Parti québécois dans la présente campagne électorale.

Les ressentiments contre l'offensive du gouvernement Charest sont aisément compréhensibles et ils ont été sans doute l'axe porteur du rejet du gouvernement Charest que constituait ce vote. Mais les justifications apportées par Henri Massé à l'appui au PQ sont beaucoup plus douteuses.

Motiver cet appui par la plate-forme du PQ sur le secteur manufacturier ne peut conduire qu'à de profonds désenchantements. La plate-forme péquiste pour le secteur manufacturier vise à renforcer les capacités concurrentielles de ces entreprises et se résume essentiellement à l'abolition de la taxe sur le capital pour toutes les entreprises, à l'exclusion du secteur financier, et à la bonification des incitatifs fiscaux pour les nouveaux investissements. Alors que la fiscalité est de plus en plus inéquitable, le PQ propose de renforcer cette iniquité. Et voilà que la plus grande centrale syndicale du Québec reprend ces propos pro-patronaux.

Et M. Massé ne nous parle pas de ce qui vient avec le paquet du « renforcement des capacités concurrentielles », soit la baisse des salaires et l'augmentation de l'intensité du travail. Les travailleurs et les travailleuses de nombreuses entreprises font aujourd'hui l'objet d'un odieux chantage faisant de l'acceptation d'une baisse radicale de leur salaire la condition de la protection de leur emploi.

La plate-forme du PQ, ce n'est pas la reconnaissance de la nécessité de l'investissement public pour opérer une diversification industrielle vers des produits à haute valeur ajoutée, pour favoriser des entreprises de substitution d'importation et pour développer les productions pour le marché local. La plate-forme du PQ promet d'utiliser l'État pour améliorer les taux de profit des entreprises, objectif dont la classe ouvrière fera les frais. Car, contrairement à ce qu'on a longtemps prétendu, les profits d'aujourd'hui ne sont pas les emplois de demain mais bien plutôt l'annonce d'une voracité toujours plus grande et de délocalisations futures. Les exemples ont été assez nombreux ces dernières années pour que les leçons commencent à être tirées...

On aurait pu penser que la FTQ apporte un soutien critique au PQ.

Personne ne se serait étonné que la FTQ demande au PQ d'abroger les lois antisyndicales qui ont pour effet de limiter l'accès à la syndicalisation pour de nombreux travailleurs et travailleuses. Mais la FTQ n'a pas demandé l'abrogation de la loi qui a pour but de faciliter le recours à la sous-traitance (31), ni celles ayant modifié l'organisation des soins de santé au Québec (25 et 30), ni celles limitant l'accès à la syndicalisation (7 et 8). La direction de la FTQ n'a pas dit un mot non plus sur l'extension du droit d'accès à la syndicalisation. Et cela, c'est sans parler de son silence sur l'absence quasi totale dans la plate-forme péquiste de toute mesure significative contre l'appauvrissement des travailleurs et des travailleuses.

Somme toute, dans le discours de la direction de la FTQ, on retrouve l'une des pires formes de la politique du moindre mal : celle qui se base sur l'illusion et l'absence d'une mémoire réelle des attaques qu'ont portées les différents gouvernements péquistes contre le mouvement syndical. Et surtout, on ne retrouve pas l'ombre de l'ombre de la nécessité d'une alternative politique à Québec.

Heureusement qu'on retrouve dans les rangs de la FTQ des militantes et des militants qui refusent cette voie sans issue. Et il vaut la peine de signaler que la section locale de Montréal du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes a voté une résolution d'appui à André Frappier, candidat de Québec solidaire dans Crémazie. Le Conseil régional FTQ Montréal métropolitain, l'instance régionale de la FTQ à Montréal, a également voté, lors de son assemblée générale tenue le 13 février dernier, une résolution d'appui à André Frappier, lui-même un militant de longue date de cette Centrale.

Ces prises de position laissent espérer que la nécessité de construire un parti politique de classe finira, y compris dans la FTQ, par trouver sa voie. La déconfiture qui se dessine pour le PQ dans ces élections y contribuera sans doute.



**PRESSE-TOI
À GAUCHE !**

Presse-toi à gauche !, c'est d'abord le projet de faire vivre sur Internet une agora et une tribune pour la gauche en marche du Québec. C'est ensuite une conception du journalisme : « un journalisme engagé », tout à la fois rigoureux et pluriel, mais qui n'hésite pas -loin de toute pseudo-objectivité— à prendre parti, en gardant pour boussole les possibles que recèle la situation politique d'aujourd'hui. C'est enfin un réseau de collectifs militants qui cherchent à faire connaître et à développer Presse-toi à gauche !

*Toutes les contributions sont les bienvenues ! Bonne campagne électorale !
Pour nous contacter : redaction@pressegauche.org*